

Colère au lycée agricole Charlemagne après la fermeture annoncée de deux classes

Un rassemblement était organisé ce jeudi 8 avril, après l'annonce par la DRAAF de la suppression d'une classe de seconde générale et le regroupement de deux classes de BTS à partir de la rentrée scolaire.

Professeurs, parents d'élèves, syndicats agricoles (JA, Confédération paysanne...), élus (les maires de Cazilhac et de Palaja en tête) et même quelques agriculteurs, venus moins nombreux que prévu à cause de la vague de gel... Ce jeudi, une cinquantaine de personnes s'était donné rendez-vous devant le lycée agricole Charlemagne pour s'opposer à la fermeture annoncée par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) d'une classe de seconde générale et le regroupement de deux classes de BTS (productions végétales et viticulture œnologie) à partir de la rentrée prochaine. Conséquence : le nombre d'élèves dépassera les 30 unités dans certaines sections, tandis que, par ricochet, le maintien d'une classe de première et de terminale au sein de l'établissement, qui compte environ 450 élèves, paraît à terme compromis. Une incompréhension pour le corps enseignant, confronté actuellement à une vague de suppression de postes.

« Ce n'est pas pour garder nos postes qu'on se bat en priorité, c'est pour nos gamins ! À l'heure actuelle, on prône l'agriculture durable et les circuits courts, mais on coupe le système pour les éduquer, c'est du grand n'importe quoi », s'indigne une professeure de biologie et d'œnologie.

« Il y a des ambitions dans les discours, mais les moyens ne suivent pas, renchérit un collègue en sciences économiques. Le domaine agricole est un enseignement particulier qui est très centré sur le réel, les sorties sur le terrain, les travaux de groupes... À plus de 30

élèves par classe comme c'est envisagé, on risque de perdre en efficacité pédagogique. »

« Une attaque contre le monde rural » pour Tamara Rivel

Une situation paradoxale alors qu'en deux ans, l'enseignement agricole a gagné 300 élèves supplémentaires en Occitanie. « Ces dernières années, on a prouvé qu'on était attractif », avance Olivier Gautié, secrétaire régional du Snetap-FSU, alors que d'autres fermetures de classes ont également été annoncées à Nîmes et à Villefranche-de-Rouergue par le ministère de l'Agriculture. Une autorité académique qui tablerait sur une suppression de 300 postes d'enseignants sur la durée de la mandature. « 80 équivalents temps plein ont déjà été supprimés en France au cours de l'année scolaire et la DRAAF, à Toulouse, nous a indiqués, le 25 mars dernier, que ce serait encore pire l'an prochain avec 11 000 heures de cours en moins, c'est énorme. Tous les établissements seront touchés », prédit le syndicaliste.

Une perspective dénoncée par l'élue à Carcassonne et au Département, Tamara Rivel. « Avec 35 élèves par classe en seconde, ça veut dire qu'aucune autre inscription ne sera possible à la rentrée. Que vont faire ces enfants alors qu'en terminale, ils ne se décident pas avant fin juin. Ce type d'établissement a un impact sur l'activité économique de départements tels que les nôtres, c'est une attaque contre le monde rural ! »

Aurélien Marchand



Manifestation ce jeudi matin devant le lycée agricole Charlemagne pour dénoncer la fermeture de classes.

Photo Claude Boyer

La sénatrice Gisèle Jourda saisit le ministre de l'Agriculture

La sénatrice socialiste Gisèle Jourda a envoyé, le 24 mars dernier, une lettre, pour l'instant restée sans réponse, au ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, pour plaider le maintien de la classe de seconde au lycée Charlemagne. Dans la foulée, l'élue a initié une démarche conjointe avec les sénateurs d'Occitanie sur le devenir des lycées agricoles, alors qu'une mission d'information sur cette problématique se tient actuellement au Palais du Luxembourg. « Nous demandons une ligne claire sur les objectifs qui sont poursuivis, mais ma forte

crainte, c'est que ce soit la même qui soit tracée pour les autres établissements d'enseignement, c'est-à-dire une réduction des moyens. Quand vous voyez le nombre de fermetures de classes contre lesquelles nous nous sommes mobilisés il y a quelques mois, je pense qu'il a lieu de se poser des questions. C'est également gênant d'être renvoyé vers le ministre de l'Éducation nationale sur ces sujets, alors que les lycées agricoles dépendent normalement du ministère de l'Agriculture. »